



HAL
open science

L'Amérique latine aux urnes. L'amorce d'un virage à droite ?

Olivier Dabène, Gaspard Estrada, Erica Guevara, Frédéric Louault

► **To cite this version:**

Olivier Dabène, Gaspard Estrada, Erica Guevara, Frédéric Louault. L'Amérique latine aux urnes. L'amorce d'un virage à droite?. Les Études du CERI, 2015, Amérique latine - L'année politique 2015 (217-218), pp.57 - 71. hal-03459516

HAL Id: hal-03459516

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459516v1>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'amorce d'un virage à droite ?

Olivier Dabène, Gaspard Estrada, Erica Guevara, Frédéric Louault

L'année 2015 a été relativement calme au plan électoral, avec quatre élections générales (Guyana, Guatemala, Haïti¹ et Argentine) et trois renouvellements d'assemblées législatives (Salvador, Mexique et Venezuela). Plusieurs pays ont toutefois organisé des scrutins locaux. L'Argentine s'est singularisée avec, outre les élections nationales, des scrutins dans les provinces étalés entre avril et octobre.

Tableau 1
Les élections en 2015

Date	Pays	Type d'élection	Vainqueur et parti	Tendance
1 ^{er} mars	Salvador	Législatives et municipales	Alliance républicaine nationaliste (Arena)	Droite
29 mars	Bolivie	Municipales, régionales et départementales	Le Mouvement vers le socialisme (MAS) reste le parti dominant mais perd des bastions	Gauche
10 mai	Uruguay	Municipales et départementales	Le Front large (FA) conserve la capitale mais ne progresse pas à l'intérieur	Gauche
11 mai	Guyana*	Générales	Le Partenariat pour l'unité nationale-Alliance pour le changement (APNU+AFC). Première alternance depuis vingt-trois ans	Centre
7 juin	Mexique	Municipales Législatives dans seize Etats (sur trente-deux) Gouverneurs de neuf Etats (sur trente-deux) Congrès fédéral	Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) conserve la majorité au congrès	Centre
9 août-25 octobre (24 janvier 2016)	Haïti*	Législatives et présidentielles	<i>Elections non finalisées en 2015</i>	-
6 septembre-25 octobre	Guatemala*	Générales	Jimmy Morales (Front de convergence nationale, FCN)	Droite
20 septembre	Bolivie	Référendums sur le statut d'autonomie dans cinq départements	Victoires du « non »	
25 octobre-22 novembre	Argentine	Présidentielles, législatives et onze provinciales	Maurio Macri (Proposition républicaine, PRO, Cambiemos). Première alternance depuis douze ans	Droite
25 octobre	Colombie	Municipales	<i>Indéterminé</i>	
15 novembre	Paraguay	Municipales	Le parti au pouvoir (Association nationale républicaine-Parti colorado, ANR-PC) perd la capitale	Droite
6 décembre	Venezuela	Législatives	Lourde défaite du chavisme	Droite

* Pays où l'Opalc a déployé des observateurs dans le cadre de son partenariat avec l'Organisation des Etats américains (OEA). L'analyse des élections dans ces pays fait l'objet d'un rapport séparé.

A la différence de 2014, l'Amérique latine a connu d'importants changements, avec la victoire de Mauricio Macri en Argentine, qui consacre la première alternance après douze ans de kirchnérisme. Le parti de Macri a aussi emporté l'émblématique province de Buenos Aires. Au Venezuela, l'opposition a largement gagné les élections législatives du 6 décembre, mettant un terme à une impressionnante série de dix-neuf élections gagnées par le chavisme.

¹ Le second tour de l'élection présidentielle en Haïti, initialement prévu le 27 décembre 2015, a été reporté au 24 janvier 2016. Nous n'intégrons donc pas les élections haïtiennes dans ce chapitre.

Tableau 2

Le cycle électoral 2011-2015 : alternances et continuités (élections présidentielles)

Alternances	Orientation politique*	Continuités	Orientation politique*
Pérou (2011)	D → G	Venezuela (2013)	G → G
Mexique (2012)	D → C	Equateur (2013)	G → G
Chili (2013)	D → G	Honduras (2013)	D → D
Paraguay** (2013)	G → D	Salvador (2014)	G → G
Costa Rica (2014)	D → G	Panama (2014)	D → D
Guatemala (2015)	D → D	Colombie (2014)	D → D
Argentine (2015)	G → D	Bolivie (2014)	G → G
		Brésil (2014)	G → G
		Uruguay (2014)	G → G

* La pertinence des catégories utilisées – droite (D), gauche (G) et centre (C) – et leur application aux différents pays sont bien sûr sujettes à débat

** Alternance par rapport au président Lugo destitué en 2012

Dans quel contexte se sont déroulées ces élections ? Comment caractériser l’offre électorale et les stratégies de campagne ? Comment expliquer ces résultats ? Et quelles perspectives générales se dégagent ? Telles sont les questions abordées dans ce chapitre.

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Le contexte politique de l’Amérique latine en 2015 a été décrit dans l’introduction générale du rapport. Il convient ici de s’arrêter plus en détails sur la conjoncture économique et sociale dans les pays ayant connu des élections.

Un contexte économique tendu en Amérique du Sud

Hormis les cas très particuliers du Venezuela et, dans une bien moindre mesure, de l’Argentine, les pays où se sont déroulées des élections ont connu un certain niveau de croissance économique. Elle a ralenti presque partout en Amérique du Sud, mais elle se maintient ou s’accélère dans la zone Amérique centrale et Caraïbe qui bénéficie de la relance aux Etats-Unis.

Les termes de l’échange n’ont pas dramatiquement chuté. Ils continuent même à progresser dans quatre pays. Les pays producteurs de pétrole ont été pénalisés, de même que ceux qui exportent des produits agro-alimentaires et des métaux. La situation économique du Venezuela est particulièrement dramatique².

En Argentine, le kirchnérisme³ laisse derrière lui de nombreux problèmes économiques irrésolus, ne facilitant pas la campagne du candidat péroniste, Daniel Scioli. Le vainqueur, Mauricio Macri, devra procéder à de douloureux ajustements pour lutter contre les déficits. Il sera aussi contraint de démanteler une partie des dispositifs protectionnistes mis en place depuis dix ans. Il devra enfin reprendre le dialogue avec les institutions financières afin de régler le différend au sujet des fonds spéculatifs.

² Voir le texte d’Eduardo Rios dans ce volume.

³ Voir le texte de Dario Rodriguez dans ce volume.

Tableau 3
Indicateurs économiques

Pays	Croissance*	Inflation**	Termes de l'échange***
Salvador	2,2 % (-0,2)	-0,4 % (-0,7)	99,6
Bolivie	4,5 % (-0,9)	4,1 % (-3,2)	109,9
Uruguay	2,6 % (-0,9)	8,4 % (-0,7)	111,5
Guyana****	4,5 % (+0,6)	-1 % (-2)	
Mexique	2,4 % (+0,2)	2,9 % (-0,9)	99,6
Guatemala	4 % (-0,2)	2,6 % (-0,5)	92,3
Argentine	0,7 % (+0,2)	15,3 % (-6,6)	97,8
Colombie	3 % (-1,6)	4,4 % (+1,6)	97
Paraguay	4 % (-0,4)	3,3 % (-3,1)	103,3
Venezuela****	-5,5 % (-1,5)	100 % (+30)	111,8

* Entre parenthèses figure la variation par rapport au taux de 2014
** Variation annuelle des prix en mai 2015. Entre parenthèses figure la variation par rapport à juin 2014
*** Indice 100 en 2010
**** La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) ne donne pas d'estimation des termes de l'échange en Guyana en 2015. Pour l'inflation, il s'agit de chiffres correspondant au mois de mars. Elle ne donne pas non plus d'estimation de l'inflation en 2015 au Venezuela. Le Fonds monétaire international (FMI) l'évalue à plus de 100 %

Source : Cepal, *Estudio económico de América latina y el Caribe 2015*.

Les gouvernements ont été contraints de prendre des mesures d'ajustement impopulaires. La Colombie et le Mexique, par exemple, ont procédé à une compression des dépenses publiques de l'ordre de 0,7 % du produit intérieur brut (PIB).

Mobilisations sociales

Comme nous l'avons vu dans l'introduction de cette Année politique de l'Amérique latine, le mécontentement citoyen n'est pas seulement un effet mécanique du ralentissement de la croissance économique. Du Brésil au Guatemala ou au Chili, les opinions publiques, qui ont longtemps fait preuve de fatalisme, semblent avoir atteint leur seuil de tolérance en matière de corruption.

Au Guatemala par exemple, le rapport de la Commission internationale contre l'impunité (CICIG) sur le financement de la politique⁴ a mis le feu aux poudres. L'Assemblée sociale et populaire, qui regroupe soixante-douze organisations de la société civile, s'est mobilisée contre des élections qualifiées de « illégitimes, illégales et frauduleuses », appelle à voter blanc ou nul et exige la démission du président Pérez Molina. Elle a obtenu gain de cause sur ce dernier point, mais seuls 9 % des électeurs ont voté blanc ou nul au premier tour de la présidentielle le 6 septembre.

La corruption a-t-elle augmenté depuis dix ans dans les pays où se sont tenues des élections en 2015 ? La comparaison des rapports de Transparency International⁵ publiés à onze ans d'intervalle fait apparaître deux groupes de pays. Au Salvador, au Mexique, en Colombie et au Venezuela, la perception d'une aggravation de la corruption domine, tandis qu'en Bolivie, en Uruguay, en Haïti, au Guatemala, en Argentine et au Paraguay, des progrès ont été perçus. Hormis l'Uruguay, les pays concernés sont toutefois très mal classés à l'échelle internationale et les évolutions sont de faible ampleur.

⁴ Disponible à l'adresse suivante : www.cicig.org/uploads/documents/2015/informe_financiamiento_politicagt.pdf.

⁵ Rapports disponibles sur le site de Transparency International : www.transparency.org/.

Tableau 4
Indice de perception de la corruption (et rang mondial)

Pays	2005 (sur 158 pays)	2014 (sur 175 pays)	Evolution
Salvador	42 (51)	39 (80)	-
Bolivie	25 (117)	35 (103)	+
Uruguay	59 (32)	73 (21)	+
Guyana	25 (117)	30 (124)	+
Mexique	35 (65)	35 (103)	-
Guatemala	25 (117)	32 (115)	+
Argentine	28 (97)	34 (107)	+
Colombie	40 (55)	37 (94)	-
Paraguay	21 (144)	24 (150)	+
Venezuela	23 (130)	19 (161)	-

Source : Transparency International, rapport annuel 2005 et 2014.

D'autres variables doivent être explorées pour expliquer l'exaspération croissante des opinions publiques. Ainsi, le rôle des médias associé à celui d'une justice plus efficace mériterait un examen serré. Les commentaires critiques, voire injurieux, à l'égard des politiques ne sont pas nouveaux, mais ils étaient jusqu'alors reçus avec résignation. Ils s'appuient désormais sur des enquêtes judiciaires qui exposent les modes opératoires des financements de campagne et débouchent parfois sur des condamnations fermes de prison. L'impunité est encore largement répandue, mais elle semble régresser. Le cas du Guatemala servira certainement d'exemple emblématique à l'avenir.

Un ultime indicateur de l'irritation des citoyens réside dans le soutien à la privatisation de la justice (*vigilantismo*)⁶. Il a atteint en 2014 le score le plus élevé depuis une décennie, et partout il est corrélé à la perception de la criminalité et de la corruption de la police⁷.

Des soutiens en berne

Le ralentissement de la croissance et la corruption ont entraîné une forte chute de la popularité des présidents au Mexique, au Guatemala, en Colombie, au Paraguay et au Venezuela. En Colombie, l'enlisement du processus de paix pendant une bonne partie de l'année 2015 a affecté les soutiens à Juan Manuel Santos. Seule Cristina Fernández en Argentine, et Evo Morales en Bolivie sont parvenus à gagner des soutiens entre 2014 et 2015.

⁶ Aujourd'hui, le « vigilanisme » désigne les actions entreprises par les citoyens pour faire appliquer eux-même la loi lorsqu'ils estiment que les actions de l'autorité légale sont insuffisantes ou inefficaces. Un regroupement d'autojusticiers peut donner lieu à la création d'un groupe d'autodéfense appuyé ou non par le gouvernement.

⁷ D. Zizumbo-Colunga, « Crime, corruption and societal support for vigilante justice : ten years of evidence review », *Americas Barometer Insights 2015*, n° 120 (www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO920en.pdf).

Tableau 5
Indice de popularité des présidents en 2014-2015

Pays	2014	2015
Salvador	Mauricio Funes : 67 %	Salvador Sánchez : 47 %
Bolivie	Evo Morales : 68 %	Evo Morales : 75 %
Uruguay	José Mujica : 47 %	Tabaré Vázquez : 52 %
Mexique	Enrique Peña Nieto : 50 %	Enrique Peña Nieto : 39 %
Guatemala	Otto Pérez : 56 %	Otto Pérez : 30 %
Argentine	Cristina Fernández : 25 %	Cristina Fernández : 40 %
Colombie	Juan Manuel Santos : 50 %	Juan Manuel Santos : 28 %
Paraguay	Horacio Cartes : 74 %	Horacio Cartes : 25 %
Venezuela	Nicolas Maduro : 47 %	Nicolas Maduro : 26 %

Sources : Consulta Mifoski

L'érosion des soutiens aux présidents ne se traduit pas nécessairement par des votes de défiance à l'égard de leur parti politique, mais elle crée un climat délétère qui impacte les campagnes électorales.

Une participation électorale soutenue

Comme en 2014, de nombreux observateurs s'attendaient à voir le mécontentement social qui parcourt le continent se convertir en vote sanction pour les équipes en place et renforcer la désertion électorale. Ces prédictions sont une fois de plus partiellement infirmées. Aux élections générales, on constate au contraire un renforcement de la participation au premier tour. Aux élections intermédiaires, malgré le classique différentiel de participation par rapport aux élections présidentielles précédentes (à l'exception de la Colombie), le bilan est plus nuancé. Mais en comparaison avec les élections précédentes du même type, la participation augmente au Mexique, au Venezuela et en Colombie. La désertion électorale fut en revanche importante au Paraguay.

Tableau 6
La participation électorale en 2015 comparée aux élections précédentes

Type d'élection	Statut du vote	Pays	Taux de participation (2015)	Taux de participation précédent	Différentiel de participation	Abstention différentielle
Présidentielles ou générales (premier ordre)	Obligatoire (sanction)	Argentine	80,8	2011 : 79,4	+1,4	-
	Facultatif	Guatemala	56,3	2011 : 60,8	+4,5	-
	Facultatif	Guyana	72,2	2011 : 72,9	-0,7	-
Législatives intermédiaires (second ordre)	Obligatoire (pas de sanction)	Mexique	47,7	2009 (L) : 44,6 2012 (P) : 63,1	+3,1	-15,4
	Obligatoire (pas de sanction)	Salvador	47,8	2012 (L) : 51,9 2014 (P) : 60,1	-4,1	-4,3
	Facultatif	Venezuela	74,1	2010 (L) : 66,5 2013 (P) : 79,7	+7,6	-5,6
Locales intermédiaires (second ordre)	Obligatoire (sanction)	Bolivie	84 (estim.)	2011 (L) : 87 2014 (P) : 91,9	-3	-7,9
	Facultatif	Colombie	59,3	2011 (L) : 57,1 2014 (P) : 40,7	+2,2	+18,5
	Obligatoire (sanction)	Paraguay	43,8	2010 (L) : 56,9 2013 (P) : 68,6	-13,3	-24,8

P = taux de participation aux élections de premier ordre (présidentielles ou générales).

L = taux de participation aux élections intermédiaires (législatives et/ou locales).

* Différentiel de participation : mesure la différence de participation entre deux élections du même type.

** Abstention différentielle : mesure la différence entre l'élection intermédiaire considérée et l'élection de premier ordre qui la précède (P).

Sources : IDEA & Tribunaux électoraux

L'OFFRE ÉLECTORALE

Les élections qui ont eu lieu en 2015 en Amérique latine ont porté sur différents types de configurations territoriales (élections présidentielles, législatives, municipales, fédérales ou à l'échelle centraméricaine). L'analyse de l'offre électorale doit prendre en compte ces différents niveaux.

Les élections présidentielles (Argentine, Guatemala, Guyana) se sont déroulées dans des contextes très distincts. Après douze années de kirchnérisme, l'Argentine a élu le successeur de Cristina Fernández en octobre 2015, alors que le péronisme connaissait de fortes divisions internes. Six coalitions partisans sur onze ont passé le cap des élections primaires d'août. Parmi ces coalitions, trois candidats se sont distingués lors de la campagne du premier tour : Daniel Scioli, l'ancien gouverneur de la province de Buenos Aires, candidat du parti au pouvoir (bien qu'il ne s'agisse pas du premier choix de la présidente et de son entourage⁸) ; Mauricio Macri (Cambiamos, ancien maire de Buenos Aires, droite) ; et Sergio Massa (coalition Unis pour une nouvelle alternative, UNA, ancien chef du gouvernement de Fernandez, passé dans l'opposition). Ce dernier ne s'est pas qualifié pour le second tour. Habités du milieu de la politique de Buenos Aires (ils y ont occupé différents postes, soit en tant que gouverneur, soit en tant que maire de la province), ces trois candidats ont de longues trajectoires politiques.

La situation est tout autre au Guatemala, où les nombreux scandales de corruption ainsi que les imposantes manifestations préélectorales ont provoqué la démission du président Otto Pérez Molina quatre jours avant le scrutin. Son parti, le Parti patriotique (PP), dont le candidat annoncé (Alejandro Sinibaldi) faisait aussi l'objet d'accusations de corruption, a été le grand absent de l'élection. Quatorze partis se présentaient au scrutin de 2015 (contre dix en 2010), dont des figures controversées telles que Zury Rios, la fille de l'ancien président Efraín Ríos Montt, accusé de génocide. Ce sont cependant un outsider et une ancienne première dame qui sont passés au second tour, le comédien Jimmy Morales du FCN (avec 23,99 %) et Sandra Torres Casanova (qui avait divorcé du président Alvaro Colom pour être autorisée à briguer sa succession en 2011, mais en vain) du parti Unité nationale de l'espoir (UNE) (19,75 %). Le candidat Manuel Baldizón du parti Liberté démocratique renouvelée (Lider), qui avait obtenu 46,26 % des votes en 2011 et un temps favori pour l'élection de 2015, a été évincé du second tour de l'élection.

Le Guyana traverse aussi une situation inédite, le Parti progressiste du peuple (PPP), au pouvoir depuis 1992, étant pour la première fois mis en danger par la grande coalition d'opposition qui fédère l'Alliance pour l'unité nationale (APNU), l'Alliance pour le changement (AFC) et le Congrès national du peuple réformé (PNCR), sous la bannière de David Granger, ancien militaire à la longue trajectoire politique. En cherchant à freiner la réélection de Donald Ramotar, président depuis 2011, député de l'Assemblée nationale depuis 1992 et secrétaire général du PPP depuis 1997, la coalition qui soutient Granger vise donc à mettre fin à une longue domination politique.

En ce qui concerne les élections législatives, régionales et municipales, l'offre politique a varié en fonction de la synchronisation éventuelle avec l'élection présidentielle. Au Salvador, dix partis se sont affrontés pendant les élections législatives et municipales, parfois sous la formule de coalitions, pour quatre-vingt-quatre postes de députés et deux cent soixante-deux conseils municipaux de tailles variables. Comme lors de l'élection présidentielle de l'année précédente, l'élection s'est jouée essentiellement entre les deux principaux partis, le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et l'Arena, perturbés dans certaines localités par la Grande alliance pour l'unité nationale (GANAN), créé en 2010. Le FMLN visait à récupérer d'anciens bastions, comme la capitale San Salvador, passée à droite (Arena) en 2009, après dix ans de gouvernement FMLN. C'est le très médiatique maire de Nuevo Cuscatlán

⁸ M. Obarrio, « La presidenta habilita a Scioli a peronizarse para captar votos », *La Nación*, 29 juillet 2015.

(municipe du département de La Libertad), Nayib Bukele, qui a été désigné pour y affronter l'ancien député Edwin Zamora (Arena).

En Uruguay, c'est l'élection des gouverneurs départementaux (*intendentes*), qui a constitué le principal enjeu. Le poste de maire, créé en 2010, est peu connu par la population⁹. Dans presque tous les départements, six partis se sont affrontés : les candidats des trois partis traditionnels (le FA, le Parti national et le PC), et des candidats issus du Parti des travailleurs, du Parti indépendant et de l'Unité populaire. Seule la ville de Montevideo présente une configuration différente, le Parti national et le PC formant une coalition (Concertación).

Si le scrutin s'est essentiellement joué entre partis traditionnels au Salvador et en Uruguay, le contexte des élections régionales et locales en Colombie était très différent, avec des configurations variables en fonction des territoires, tant en termes de candidats que de partis. De nombreux candidats représentaient des mouvements créés spécifiquement pour le scrutin. A Bogota, six candidats se sont affrontés lors d'une campagne âprement disputée, parmi lesquels d'importantes figures politiques : Clara López (Pôle démocratique alternatif, PDA, dont étaient issus les trois derniers maires), Rafael Pardo (Parti libéral, ancien ministre de Juan M. Santos), Enrique Peñalosa (Equipe pour Bogota, maire de Bogota entre 1998 et 2001) et Francisco Santos (Centre démocratique, vice-président d'Álvaro Uribe entre 2003 et 2010). A Medellín, où le Centre démocratique se présentait pour la première fois¹⁰ (avec le candidat Juan Vélez), l'enjeu pour l'omniprésent « candidat invisible¹¹ », Álvaro Uribe, était de récupérer la capitale de son fief politique (le département d'Antioquia), grâce à un programme mettant l'accent sur les aspects sécuritaires.

Au Venezuela, l'opposition au chavisme a consolidé la Table de l'unité démocratique (MUD). Cette large alliance d'opposition, sans réelle cohérence idéologique, regroupe vingt et un partis politiques. En Bolivie, l'opposition au MAS est divisée. Mais les principaux challengers ont mis en avant une nouvelle génération politique, avec des candidats comme Soledad Chapetón (jeune Aymara de 34 ans) pour le parti Unité nationale à El Alto, ou José María Leyes (38 ans) pour le Mouvement démocrate social à Cochabamba. Un nouveau personnel politique semble également émerger lentement au Mexique. L'arrivée des candidatures indépendantes – dont la plus emblématique est celle de Jaime Rodríguez Calderón (El Bronco) dans le Nueva León – inquiète les cadres des principaux partis politiques du pays. Et la création d'un nouveau parti, Morena, bouscule le tripartisme PRI-Parti action nationale (PAN)-Parti de la révolution démocratique (PRD).

DES CAMPAGNES ÉLECTORALES TRÈS CLASSIQUES

Malgré l'hétérogénéité des scrutins de l'année 2015, il est possible d'affirmer que les campagnes électorales ont été somme toute assez classiques, faisant massivement appel à la télévision et au hors média. La violence électorale a cependant été une inquiétude constante et une variable importante dans certains scrutins, soit lorsqu'elle s'est produite, comme au Guyana, soit lorsqu'elle en a été majoritairement absente, comme en Colombie. Dans la continuité des élections de 2014, les campagnes « sales » ou « noires » entre candidats ont été très présentes.

Quelques semaines avant le scrutin, la mission d'observation électorale de l'OEA au Guyana a exprimé son inquiétude quant au langage agressif utilisé pendant la campagne électorale¹². Les

⁹ A. López Reilly, « Montevideoanos deciden entre casi 50 candidatos a alcalde », *El País* 8 mai 2015.

¹⁰ Il s'agit du premier scrutin régional pour le Centre démocratique créé en 2013 par Uribe.

¹¹ S. Palomino, « Álvaro Uribe, El omnipresente "candidato" de Medellín », *El País*, 24 octobre 2015.

¹² Voir le rapport de l'OEA : www.oas.org/es/sap/deco/moe_informe/Informe_Guyana2015_e.pdf.

observateurs ont ainsi signalé une escalade des tensions entre les candidats, le ton du débat politique étant particulièrement provocateur et offensif. Le 6 mai, soit quatre jours avant le scrutin, le Centre Carter soulignait également la grande quantité de dénonciations de délits électoraux commis par des partisans des deux principaux partis¹³. Par contraste, trois mois après les accords entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) pour permettre la désescalade du conflit, l'élection locale colombienne s'est présentée comme l'une des plus pacifiques de l'histoire du pays¹⁴. Elle avait cependant été placée sous haute surveillance. L'organisation non gouvernementale (ONG) Mission d'observation électorale a ainsi mené une importante campagne de sensibilisation auprès des citoyens, principalement *via* internet, afin de garantir la transparence du scrutin et de prévenir les « mafias électorales » qui organisent les achats de votes¹⁵. Des cas ont d'ailleurs été dénoncés par le gouvernement lui-même dans le département de Cundinamarca (où se trouve Bogota) dès juillet 2015¹⁶.

Les attaques personnelles entre candidats et les accusations de corruption ont été monnaie courante dans la plupart des pays pendant la campagne, au Guatemala, mais aussi en Argentine et au Salvador. A San Salvador, la campagne de dénigrement dont a été victime Nayib Bukele a pris des allures de théorie du complot¹⁷, en ciblant tout particulièrement les origines du candidat (dont le père est imam de la Communauté islamique salvadorienne)¹⁸.

En Argentine, en plus des traditionnelles invectives entre candidats des différents partis, la campagne a été régulièrement marquée par des accusations de « trahison » entre péronisme « scioliste » et péronisme « kirchnériste »¹⁹. Le choix de Carlos Zanini, le fidèle secrétaire légal et technique de la présidente, comme candidat à la vice-présidence, a été repris et interprété par la presse et l'opposition comme une preuve des tentatives de Cristina Fernández pour contrôler Daniel Scioli, afin d'éviter qu'il se détourne de « l'héritage du kirchnerisme²⁰ ».

Comme pour les élections présidentielles, les campagnes électorales se caractérisent essentiellement par leur recours aux médias traditionnels (presse, télévision et radio) ainsi qu'au hors-média (affichage massif, meetings, bains de foule...). Les réseaux sociaux et internet ont bien sûr un rôle croissant dans les stratégies de campagne. Mais dans le cadre des élections locales et régionales, les rencontres physiques avec les électeurs (meetings, réunions publiques, etc.) restent largement majoritaires. En Colombie, l'ancien président Uribe est allé jusqu'à se placer à un carrefour du centre-ville de Medellín pour inviter les passants et les chauffeurs à voter pour le Centre démocratique²¹. Sans surprise, les plans média et hors-média des partis ont généré des dépenses très importantes, constamment dénoncées par les ONG, la presse, mais aussi par les institutions publiques électorales. Des pressions souvent sans effets à court terme, comme au Guatemala, où le parti Líder a continué sa campagne électorale malgré les amendes puis l'interdiction imposées par le Tribunal suprême électoral, pour avoir largement dépassé les plafonds de dépenses autorisés²².

Les débats télévisés restent un moment-clé des campagnes présidentielles, et pour les exécutifs locaux importants. Tous les pays concernés par des élections en 2015 ont organisé ce type d'émissions, sauf

¹³ Voir le communiqué de presse du Centre Carter : www.cartercenter.org/news/pr/guyana-050615.html.

¹⁴ « Estas elecciones han sido de las más pacíficas en los últimos 30 años », *El Universal*, 17 octobre 2015.

¹⁵ Voir à ce sujet la vidéo de la MOE : <http://moe.org.co/prensa/comunicados-de-prensa/503-moe-lanza-video-asi-se-roban-las-elecciones-en-colombia>.

¹⁶ « Juan Fernando Cristo denuncia mafias electorales », *El Tiempo*, 9 juillet 2015.

¹⁷ Il y aurait une « conspiration maligne entre Saca, Funes, et le capital arabe à El Salvador », position démontée et critiquée entre autres par J. Ramon Medrano, « Encuestas, ataques y debates », *La Pagina*, 10 février 2015.

¹⁸ Voir par exemple la chronique de I. Priamo Alvarenga, « Cristo fue crucificado, resucito, es unico Dios, cierto Nayib ? », *La Prensa Grafica*, 4 février 2015.

¹⁹ Voir par exemple le post du blog Política Argentina, « Apoyar a Scioli es traicionar a Néstor y Cristina », 5 juin 2015.

²⁰ « Para la oposicion, "el kirchnerismo busca controlar a Scioli" », *El Clarin*, 17 juin 2015.

²¹ S. Palomino, art. cité.

²² M. Hernández, E. Pitán, « TSE prohíbe a Líder hacer campana electoral por exceder gastos », *Prensa Libre*, 7 août 2015.

le Guyana, où David Granger a refusé de participer au débat prévu avec son opposant Donald Ramotar²³. Il est particulièrement intéressant de noter l'interaction qui s'est produite entre le média télévisuel et les réseaux sociaux pendant les débats décisifs, les discussions entre candidats faisant souvent l'objet de commentaires en direct sur Twitter et Facebook, qui déterminaient le cadrage et les éléments du débat retenus comme les plus importants. Tout écart de conduite pendant les débats télévisés était également sévèrement relayé sur les réseaux sociaux, essentiellement sur Twitter, comme en témoigne la quantité de posts de réprobation lorsque le candidat guatémaltèque Jimmy Morales a littéralement arraché des mains de Sandra Torres un exemplaire du magazine *ContraPoder* lors du « Forum présidentiel » du 19 octobre²⁴.

L'outil numérique a donc été un élément central pendant les campagnes électorales pour différents types d'acteurs politiques, partis, journalistes, mais aussi ONG (militant pour la transparence du vote par exemple) et collectifs dans les villes principales de certains pays, tels que l'Argentine, le Salvador, le Mexique, la Colombie. Au Guatemala, l'utilisation massive de « faux profils », de « campagnes noires », et l'appel très diffusé au « vote nul » sur les réseaux sociaux ont constitué trois difficultés que les équipes de campagne des différents partis ont tenté de gérer. En Colombie, Twitter a constitué un véritable instrument de campagne pour les partis d'opposition tels que le Centre démocratique. Le réseau social a été utilisé de manière coordonnée et systématique par les membres du parti pour susciter des polémiques reprises par la suite par la presse, qui leur ont permis de peser constamment sur l'agenda médiatique (pour ce faire, Álvaro Uribe s'est appuyé sur ses 4,4 millions de *followers* sur Twitter)²⁵. Dans plusieurs cas enfin, les équipes de campagne ont eu recours à des techniques de neurosciences pour mieux s'adapter aux logiques psychologiques du vote. Au Mexique, le PRI a dû reconnaître l'usage de cette méthode, qui se focalise sur l'étude du système nerveux dans les processus de prise de décisions électorales, après la publication d'un article dans le *New York Times* explicitant les liens de ce parti avec une société de conseil, Emotion Research Lab²⁶.

ANALYSE DES RÉSULTATS

La multiplicité des types d'élections et des enjeux rend difficile toute analyse globale des résultats. Deux phénomènes sont toutefois observables en 2015 : une résurgence des alternances « vers la droite » en ce qui concerne les élections présidentielles ; une fragilisation des forces politiques au pouvoir – quelle que soit leur orientation politique – lors des élections dites de « second ordre » (législatives intermédiaires, municipales, départementales, régionales).

Si ces deux phénomènes peuvent *a priori* être analysés à travers la notion de cycle électoral²⁷, leurs interprétations ne vont pas forcément dans le même sens. Le premier pourrait faire apparaître 2015 comme une année charnière dans l'histoire électorale du *xxi*^e siècle. Pour la première fois depuis le début des années 2000, on observe une poussée vers la droite dans plusieurs pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale. L'année 2015 pourrait ainsi marquer la clôture d'un cycle d'alternances

²³ J. Paul, « Granger shuts down presidential debate », *INews Guyana*, 30 avril 2015.

²⁴ Voir une sélection de ces tweets et d'échanges Facebook sur le média alternatif en ligne *Soy502.com*, « Foro Presidencial : Sandra saca la revista, Jimmy la arrebató », www.soy502.com/articulo/lo-mas-destacado-debate-presidencial-revista-notables. Voir aussi les hashtags : #meenojocomojimmy ou #meenojocomosandra.

²⁵ « La movida de los uribistas en Twitter », *El Tiempo*, 7 octobre 2015.

²⁶ K. Randall, « Neuropolitics, where campaigns try to read your mind », *The New York Times*, 3 novembre 2015.

²⁷ Sur la notion de cycle électoral au niveau national, voir W. L. Miller, M. Mackie, « The electoral cycle and the asymmetry of government and opposition popularity : an alternative model of the relationship between economical condition and political popularity », *Political Studies*, Vol. 21, n° 3, 1973, pp. 263-279. Sur la notion de cycle électoral au niveau local, voir P. Martin, « Existe-t-il en France un cycle électoral municipal ? », *Revue française de science politique*, Vol. 46, n° 6, 1996, pp. 961-995.

vers la gauche – qui s’était ouvert en 1998 avec l’élection d’Hugo Chávez au Venezuela et dont la dernière manifestation fut l’élection de Luis Guillermo Solís au Costa Rica en 2014 – et ouvrir un nouveau cycle d’alternances démocratiques vers la droite, dont le symbole serait l’élection de Mauricio Macri en Argentine. Ce retour de balancier électoral serait lié à la fin d’un cycle de croissance et de bonnes performances macroéconomiques. Un tel scénario irait dans le sens des travaux classiques sur les cycles électoraux et le vote économique rétrospectif²⁸.

Le second phénomène pourrait s’inscrire dans une autre logique cyclique : celle des « élections intermédiaires » telle qu’elle a été développée en science politique²⁹. Les cycles électoraux portent ici sur une temporalité plus brève, bornée par deux élections de premier ordre. Dans les contextes où ils s’appliquent, ces cycles se caractériseraient par plusieurs phases : un état de grâce lors des premiers mois de mandat, puis une dégradation de la popularité de l’exécutif, et enfin une possible remontée lors de la dernière année de mandat³⁰. En fonction de la place de l’élection dans le calendrier électoral et de l’articulation entre des conjonctures politiques nationales et locales, certaines élections intermédiaires seraient propices à un « vote-sanction » contre les gouvernements en place. S’ils peuvent être partiellement expliqués par les (contre-)performances économiques des gouvernements en place, les résultats des élections intermédiaires de 2015 en Amérique latine ne seraient pas le simple reflet au niveau local d’un essoufflement électoral de la gauche à l’échelle nationale.

Pour synthétiser ces différents enjeux, nous revenons d’abord sur les résultats des trois élections générales qui ont eu lieu en 2015 : Argentine, Guyane, Guatemala. Ces élections sont dites « de premier ordre ». Puis nous comparons les enjeux des élections intermédiaires (ou « de second ordre ») qui se sont tenues dans sept pays de la région : Venezuela, Paraguay, Mexique, Bolivie, Colombie, Salvador, Uruguay.

Les élections de premier ordre : l’amorce d’un virage à droite ?

En Argentine, au Guatemala et au Guyana, les processus électoraux ont été finalisés et les résultats reconnus par les candidats battus, en dépit des tensions politiques qui ont marqué les campagnes électorales. Dans les trois cas, les élections ont provoqué des alternances accompagnées d’un glissement de l’exécutif national vers la droite. Dans les cas de l’Argentine et du Guyana, on observe des alternances fortes (de la gauche vers la droite), mais sans bouleversements politiques majeurs. Dans le cas du Guatemala, on observe au contraire une alternance modérée (de la droite vers la droite), mais accompagnée d’un bouleversement politique majeur : la remise en cause du système partisan et l’émergence électorale d’un outsider dans un contexte de crise de légitimité des élites politiques.

En Argentine, la victoire de Macri à l’élection présidentielle a mis un terme à douze ans de domination du kirchnérisme sur le système politique (2003-2015) et provoqué une onde de choc symbolique pour l’Amérique du Sud. Macri a remporté l’élection au second tour (51,3 %) face au gouverneur péroniste sortant de la province de Buenos Aires, Daniel Scioli (48,7 %). Nous ne revenons pas sur les enjeux de cette alternance, abordés par Dario Rodriguez dans la première partie de cette publication (« La fin du cycle kirchnériste »). Mais l’alternance est d’autant plus marquante que le parti de Mauricio Macri (PRO) a également ravi au Parti justicialiste la province de Buenos Aires, et avait conservé quelques mois auparavant la capitale Buenos Aires.

²⁸ Sur l’influence de la conjoncture économique sur le vote, voir A. Bernard, « La conjoncture économique et le vote : une relation ambiguë », *Revue française de sociologie*, n° 38, 1997, pp. 245-264.

²⁹ Le modèle des « élections intermédiaires » a essentiellement été développé à partir des élections européennes : K. Reif, H. Schmitt, « Nine second-order national elections. A conceptual framework for the analysis of european election results », *European Journal of Political Research*, Vol. 8, n° 1, 1980, pp. 3-44 ; J.-L. Parodi, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n° 903, avril 1983, pp. 42-72.

³⁰ J.-L. Parodi, « Les élections “intermédiaires” du printemps 2004 : entre structure et événement. Introduction », *Revue française de science politique*, Vol. 54, 2004, p. 535.

Il convient toutefois de ne pas surévaluer la portée de cette alternance. Les Argentins renouvelaient également la moitié de la Chambre de députés (soit cent trente sièges) et un tiers du Sénat (vingt-quatre sièges). Et une série d'élections ont eu lieu au niveau provincial entre avril et octobre 2015 pour élire les gouverneurs dans vingt et une des vingt-trois provinces. L'alliance victorieuse Cambiemos, qui rassemble les partis PRO, Union civique radicale et Coalition civique, ne contrôle au total, à l'issue des différents scrutins de 2015, qu'un tiers des sièges à la Chambre des députés (quatre-vingt-onze sur deux cent cinquante-sept), un cinquième des sièges au Sénat (quinze sur soixante-douze) et quatre des vingt-trois provinces. A lui seul, le PRO ne compte que quarante et un députés et quatre sénateurs. Cette position minoritaire réduira la marge de manœuvre du nouveau président, qui devra consolider sa base alliée dans la perspective des élections de 2017.

Au Guyana, c'est une élection législative anticipée qui a provoqué en 2015 la première alternance depuis vingt-trois ans. Début 2015, le président Ramotar a dissous l'Assemblée pour bloquer une tentative de motion de censure contre son gouvernement minoritaire. Dans un contexte de forte polarisation politique et de divisions ethniques – les descendants de travailleurs indiens soutenant principalement le PPP et les afro-guyanais soutenant principalement l'opposition – le PPP a finalement été battu dans les urnes le 11 mai 2015 par l'alliance d'opposition de droite emmenée par David Granger. La victoire de l'APNU-AFC est étonnante – 50,3 % des suffrages et trente-trois sièges contre 49,2 % des suffrages et trente-deux sièges pour le PPP – mais provoque la première alternance au pouvoir depuis vingt-trois ans.

Dans le cas du Guatemala, c'est sur fond de grave crise économique, politique et institutionnelle que se sont jouées les élections générales du 6 septembre 2015 (présidentielle, législatives, municipales). Le contexte délétère, marqué par des mobilisations populaires inédites contre l'impunité et contre la classe politique traditionnelle, a pesé sur les comportements électoraux. Les principaux partis politiques ont été discrédités et fragilisés. L'outsider de l'élection, l'acteur comique Jimmy Morales, a facilement remporté l'élection au second tour (65,5 %) face à Sandra Torres (34,5 %). Les électeurs se sont toutefois largement démobilisés entre les deux tours : le taux de participation a chuté de quinze points (71,3 % au premier tour et 56,3 % au second). Cette élection présidentielle porte toutes les caractéristiques d'une élection déviante. Morales a fait de son manque d'expérience politique une force. Soutenu par le parti de droite nationaliste FCN, il porte un projet politique sécuritaire, libéral économiquement et très conservateur sur les questions de société (marqué par l'évangélisme). En ce sens, on peut considérer que son élection constitue une forme d'alternance droite/droite par rapport à Otto Pérez Molina. Au niveau des élections législatives, les deux partis qui ont occupé le pouvoir depuis 2007 (PP et UNE) se sont écroulés. Mais Morales devra composer avec une Assemblée nationale très fragmentée (quatorze partis représentés) dans laquelle sa formation politique est minoritaire (onze députés sur cent cinquante-huit).

Les élections de second ordre : des sanctions contre les partis au pouvoir ?

Pour ce qui concerne les élections de second ordre, la multiplicité des cas et des contextes constitue une belle opportunité pour tester l'applicabilité du modèle des élections intermédiaires dans les démocraties d'Amérique latine. L'originalité de ce modèle « consiste à montrer que – du fait du cycle électoral – l'issue de certaines élections dites secondaires est fortement déterminée par le moment où l'élection se situe au cours du mandat. [...] L'une des propositions fondamentales est que plus les gens sont éloignés d'une élection du premier ordre (nationale) et moins ils votent pour le parti qui les gouverne³¹ ». Mais l'agenda électoral n'est pas la seule variable intervenante. Le modèle implique

³¹ R. Magni-Berton, « Pourquoi les partis gouvernementaux perdent-ils les élections intermédiaires ? Enquête Eurobaromètre 2004 et élections européennes », *Revue française de science politique*, Vol. 58, 2008, p. 643.

également d'évaluer « un mécontentement croissant mesuré par la popularité. [...] L'important est donc ici au moins autant le degré de mécontentement que la place dans le cycle, mais les deux choses marchent le plus souvent ensemble³² ». Sur cette base, trois situations typiques principales ont été théorisées pour évaluer les effets du cycle électoral lors des élections intermédiaires : 1) les élections à déconnexion maximale, où l'importance des configurations et des enjeux locaux autonomise la sphère locale de la sphère nationale ; 2) les élections « dégovernmentalisées », pour lesquelles le localisme est faible mais la popularité du gouvernement n'implique pas de vote-sanction ; 3) la « logique des élections intermédiaires », qui se caractérise également par un localisme minimal, mais cette fois-ci dans un contexte d'impopularité du gouvernement. C'est dans cette dernière situation que se produit un vote-sanction contre les partis qui appuient le gouvernement. Dans tous les cas, le modèle souligne la difficulté qu'aura le parti au pouvoir à remporter une nette victoire lors d'élections intermédiaires.

A la lecture des résultats, les niveaux de popularité des gouvernants et l'agenda électoral semblent bien avoir eu des effets sur les résultats des scrutins dans les pays considérés. Mais tous les gouvernements en place n'ont pas été sanctionnés dans les urnes. Deux groupes peuvent être distingués. Dans le premier, une forte impopularité des gouvernants s'est couplée à un calendrier électoral défavorable pour produire un vote-sanction (Mexique, Paraguay, Venezuela). Dans le second groupe, l'impopularité des gouvernants était relative et s'est couplée à un calendrier électoral favorable – élection en début de mandat – pour limiter, dans les cas où le modèle s'applique, la sanction électorale.

— *Groupe 1 : Impopularité accentuée et calendrier électoral défavorable (Mexique, Paraguay, Venezuela)*

Au Mexique, au Paraguay et au Venezuela, où les élections se sont tenues entre deux ans et demi et trois ans après la dernière élection présidentielle, les partis au pouvoir ont subi des revers ou ont stagné. Les élections intermédiaires y ont eu lieu au creux du cycle électoral, dans un contexte d'impopularité des gouvernements nationaux. Elles ont en outre été « gouvernementalisées », c'est-à-dire que les enjeux nationaux ont pesé dans les campagnes électorales, renforçant des logiques de vote-sanction contre les gouvernements en place.

Au Venezuela, les élections législatives intermédiaires se sont soldées par une victoire très nette de l'opposition, qui a recueilli 56,2% des suffrages et remporté la majorité absolue avec cent douze sièges sur cent soixante-sept³³. L'alliance gouvernementale emmenée par le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) a recueilli 40,9 % des suffrages et remporté cinquante-cinq sièges. Ce dernier perd plus de sept points et surtout quarante-trois sièges par rapport aux élections législatives précédentes (2010). La chute de popularité de Nicolás Maduro (26 % d'opinions favorables en 2015 contre 47 % en 2014), liée à une sensible détérioration des indicateurs socioéconomiques et à la mobilisation internationale des proches de dirigeants politiques d'opposition emprisonnés, a largement contribué à cette performance électorale de la MUD. L'opposition, qui n'avait remporté aucun succès électoral depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez en 1999, fait maintenant vaciller les héritiers du chavisme. Plus qu'une adhésion au(x) programme(s) de l'opposition, les électeurs ont sanctionné le bilan du gouvernement Maduro, deux ans et demi après le décès de Chávez. Le scrutin a fortement mobilisé les électeurs, alors même que le vote n'est pas obligatoire au Venezuela (74,1 % de participation, soit 7,6 points de plus qu'aux élections législatives de 2010 et une faible abstention différentielle par rapport à l'élection présidentielle de 2013).

Au Mexique, les élections législatives de mi-mandat (*mid-term elections*) étaient couplées à des élections locales partielles (dans dix-sept des trente-deux Etats). Comme nous l'avons vu au début de

³² J.-L. Parodi, « Les élections "intermédiaires" du printemps 2004... », art. cité, p. 535.

³³ Les élections de trois députés de la MUD et d'un député du PSUV ayant été contestées et faisant l'objet d'un recours auprès du Tribunal suprême de justice, le contrôle de la majorité absolue par l'opposition au chavisme font encore débat au moment où nous finalisons ce dossier.

ce dossier, le soutien à Enrique Peña Nieto n'était que de 39 % avant les élections de 2015, contre 50 % un an auparavant. Son gouvernement faisait face à des difficultés économiques tandis que l'enjeu sécuritaire pesait lourdement sur sa crédibilité et entachait son bilan de mi-mandat. Malgré cette impopularité, le PRI a globalement résisté, tant pour les élections fédérales que pour les scrutins locaux.

Malgré de multiples alternances locales, le PRI demeure donc stable au niveau du nombre d'États contrôlés. Il enregistre par contre un léger recul au niveau municipal, avec quatre-vingt-huit municipalités perdues, dont dix-sept dans l'État de Mexico. Les élections législatives constituaient un test plus crucial pour le gouvernement de Peña Nieto. Le PRI a perdu quatorze points et neuf sièges par rapport aux élections de 2012, mais reste le premier parti à la Chambre fédérale des députés (deux cent trois sièges sur cinq cents). Il pourra en outre s'appuyer sur son principal allié, le Parti vert, qui a remporté quarante-sept sièges (dix-huit de plus qu'en 2012). En ce qui concerne l'opposition, le PAN a obtenu cent neuf sièges (contre cent quatorze en 2012). Les élections n'ont donc pas modifié les rapports de force, le PRI et le PAN continuant à structurer la compétition politique. À gauche, le PRD qui s'était imposé dans les années 2000 comme troisième force politique du pays, s'est écroulé (cinquante-six sièges contre cent quatre en 2012). Cet effondrement a largement été causé par l'émergence électorale du Morena, créé en 2012 par l'ancien dirigeant du PRD, Andrés Manuel López Obrador (trente-cinq sièges pour sa première participation électorale).

Au Paraguay enfin, le parti au pouvoir a connu un recul symbolique aux élections municipales. Le Parti colorado (ANR-PC) a perdu la capitale Asunción, qu'il gouvernait depuis quatorze ans et a été battu dans six des dix principales villes du pays. Ces résultats constituent une contre-performance pour le président Horacio Cartes, qui ne comptait que 25 % d'opinions favorables en 2015 (contre 75 % en 2014), mais qui s'était engagé personnellement et activement dans la campagne électorale, contribuant fortement à « gouvernementaliser » le scrutin. L'échec doit toutefois être relativisé. Si l'on tient compte des résultats agrégés, l'ANR-PC reste la première force politique du pays avec 45,8 % des suffrages et cent quarante-sept municipalités remportées sur deux cent quarante-neuf (contre 32,6 % des suffrages et soixante-quinze municipalités pour le principal parti d'opposition, le Parti libéral radical authentique, PLRA). L'ANR-PC sort même renforcé en nombre de municipalités remportées par rapport aux élections de 2010 (cent trente-deux municipalités pour l'ANC-PC et quatre-vingt-douze pour le PLRA). Enfin, malgré un phénomène d'abstention différentielle (la participation n'a été que de 43,8 %, soit vingt-cinq points de moins que pour la présidentielle de 2013), l'ANR-PC a obtenu exactement le même pourcentage de votes aux élections municipales de 2015 qu'à l'élection présidentielle de 2013. On retrouve là un scénario particulier, où l'abstention différentielle n'a pas joué contre le parti au pouvoir.

— Groupe 2 : Impopularité relative et calendrier électoral favorable (Bolivie, Colombie, Salvador, Uruguay)

Pour clore cette étude des élections de second ordre en Amérique latine, une analyse conjointe d'élections locales ayant eu lieu l'année suivant des réélections présidentielles confirme l'importance de la place de l'élection dans le calendrier électoral. Quatre cas sont ici considérés : la Bolivie, la Colombie, le Salvador et l'Uruguay. Dans ces quatre pays, les partis politiques sortants avaient été reconduits dans les exécutifs nationaux en 2014, soit un an avant le scrutin intermédiaire : réélection d'Evo Morales en Bolivie (MAS), réélection de Juan M. Santos en Colombie (Parti social d'unité nationale), élection de Salvador Sánchez Cerén au Salvador (FMLN), élection de Tabaré Vázquez en Uruguay (Front large)³⁴.

La Colombie entre dans la situation des élections à « déconnexion maximale » avec un fort localisme des enjeux, la présence de personnalités politiques locales et des rapports de force partisans différents entre les niveaux de pouvoir. Les résultats de ces élections ne peuvent donc pas être lus comme un

³⁴ Pour une analyse de ces élections, voir O. Dabène et al., « L'Amérique latine aux urnes. Sept élections et peu de changements », in *Les Etudes du CERI*, n° 207-208, décembre 2014, pp. 53-66.

vote-sanction contre le gouvernement, et ce en dépit de l'impopularité du président Santos (28 % d'opinions favorables en 2015 contre 50 % en 2014). A Bogota, Enrique Peñalosa remporte l'élection (33,1 %) devant Rafael Pardo (28,5 %) et la candidate du parti au pouvoir Clara López (18,3 %). Le contexte local particulier et la présence de plusieurs personnalités politiques parmi les candidats ont autonomisé cette élection du contexte national. Le résultat a toutefois des implications nationales. Le président Santos soutenait officiellement la candidature de son ancien ministre Rafael Pardo, tandis que le vice-président Germán Vargas Lleras soutenait Enrique Peñalosa. La victoire de ce dernier renforce donc la posture de Vargas Lleras, prétendant possible pour l'élection présidentielle de 2018. A Medellín, l'élection s'est également jouée entre des personnalités locales et sur des enjeux locaux. La victoire de Federico Gutierrez (35,6 %) face à l'ancien sénateur Juan Carlos Vélez (34,3 %) constitue cependant un revers pour l'ancien président Uribe. D'autant plus que le candidat du Centre démocratique au poste de gouverneur de la région d'Antioquia, Andrés Guerra, a lui aussi été battu. Incapable d'imposer ses candidats dans son fief politique, Álvaro Uribe sort fragilisé de ces élections intermédiaires.

La Bolivie entre quant à elle dans la situation des élections « dégovernmentalisées ». Les élections intermédiaires ont eu lieu six mois à peine après la deuxième réélection consécutive d'Evo Morales, et deux mois après le début de son troisième mandat. Le localisme y était faible mais son exceptionnelle popularité – 75 % d'opinions favorables – rendait improbable toute logique de vote-sanction. A l'issue des scrutins, le MAS demeure de loin la première force politique du pays au niveau local. Il a stabilisé son implantation par rapport aux élections locales de 2010 : il a remporté six des neuf départements (comme en 2010) et s'est imposé dans deux cent vingt-cinq des trois cent trente-neuf municipalités (deux cent vingt en 2010). Le parti du président Morales a toutefois subi plusieurs défaites lourdes symboliquement. Il a notamment perdu deux de ses bastions au niveau municipal : El Alto (remporté par la jeune opposante Soledad Chapetón) et Cochabamba. Aux élections départementales, le MAS a également perdu les départements de La Paz et Tarija. Dans le même temps, il n'a pu conquérir ni la capitale La Paz, où l'ancien maire Luis Revilla (Souveraineté et liberté, SOL.bo) a remporté une victoire facile, ni la province de Santa Cruz, fief de l'opposition, où Rubén Costas a été réélu sans difficulté. Ces défaites peuvent être lues comme des avertissements pour le pouvoir. Cependant, le MAS avait déjà connu un reflux électoral lors des élections intermédiaires de 2010, qui avaient eu lieu un an après la première réélection de Morales, avec une perte d'un million et demi de votes par rapport au scrutin présidentiel. Et cela n'avait pas entravé la seconde réélection de ce dernier en 2014.

Le Salvador et l'Uruguay, enfin, entrent dans une « logique d'élections intermédiaires », atténuée par la proximité avec l'élection de premier ordre et une impopularité relative des gouvernants : 47 % d'approbation pour Salvador Sánchez Cerén et 52 % pour Tabaré Vázquez. En Uruguay, le Front large est resté stable aux élections départementales qui ont eu lieu en mai 2015, à peine deux mois après le retour au pouvoir de Vázquez (élu en novembre 2014, il a commencé son mandat le 1^{er} mars 2015). Au pouvoir depuis 2004, le Front large a toutefois peiné à renforcer son implantation dans l'intérieur du pays où le Parti national est dominant. Il a perdu un département important (Maldonado) mais a conservé la capitale Montevideo, qu'il gouverne depuis 1990. Au total, six départements seront gouvernés par le Front large (contre cinq en 2010), douze par le Parti national et un par le Parti colorado.

Au Salvador le vote-sanction a été modéré, mais le FMLN est sorti légèrement fragilisé des élections législatives et municipales. Il a perdu un siège par rapport aux élections de 2012 (trente et un élus contre trente-deux en 2012), tandis que le principal parti d'opposition, Arena, s'est renforcé (trente-cinq élus contre trente-trois en 2012). L'autre parti d'opposition de droite, la GANA, conserve onze sièges et se consolide dans le paysage politique. Au niveau municipal, le FMLN est également minoritaire et en baisse si l'on considère le nombre de villes remportées : quatre-vingt-cinq sur deux cent soixante-deux (32 %), contre cent trente pour l'Arena (49,6 %). Par rapport aux élections de 2012, le FMLN a perdu neuf villes et l'Arena en a gagné quatorze. Mais le FMLN a remporté la capitale San Salvador, qui était aux mains de l'Arena depuis 2009. Et mieux implanté dans les zones urbaines, le FMLN gouverne au niveau local plus des deux tiers de la population.

Tableau 7

Caractéristiques des sept élections intermédiaires de 2015 en Amérique latine

Pays	Elections de premier ordre	Elections intermédiaires considérées		Caractéristiques du vote
Mexique	1/07/2012	7/06/2015	Législatives (<i>mid-term</i>) + locales (municipales)	Sanction électorale relative contre le gouvernement
Venezuela	8/04/2013	6/12/2015*	Législatives	Sanction électorale forte contre un gouvernement impopulaire
Paraguay	21/04/2013	15/11/2015	Locales (municipales)	Sanction électorale relative contre le gouvernement malgré une impopularité et une abstention différentielle
Salvador	9/03/2014	1/03/2015	Législatives + locales	Sanction électorale atténuée par la proximité avec l'élection de premier ordre et une impopularité relative
Colombie	16/06/2014	25/10/2015	Locales (municipales, départementales, régionales)	Elections à déconnexion maximale (fort localisme). Faible impact de l'impopularité du gouvernement
Bolivie	12/10/2014	29/03/2015	Locales (municipales, départementales, régionales)	Elections « dégovernmentalisées » par une absence d'impopularité gouvernementale
Uruguay	30/11/2014	10/05/2015	Locales (municipales, départementales)	Logique des élections intermédiaires atténuée par la proximité avec l'élection de premier ordre et une impopularité relative

* Des élections locales (municipales) intercalées ont eu lieu le 8 décembre 2013 et le 25 mai 2014.

CONCLUSION

La double analyse cyclique proposée dans ce dossier nous aide à mieux saisir certains enjeux des résultats électoraux de 2015 en Amérique latine, tout en tenant compte des différents types d'élections et de niveaux de pouvoir. En ce qui concerne les élections de premier ordre, l'année 2015 laisse bien apparaître une résurgence d'alternances « vers la droite », dans des contextes nationaux particuliers : ralentissement de la croissance et détérioration des indicateurs socioéconomiques, scandales politiques et/ou crises institutionnelles (affaire Nisman en Argentine, destitution du président pour corruption au Guatemala, dissolution de l'Assemblée nationale et élections anticipées au Guyana), polarisation politique et campagnes électorales agressives, etc. Le faible nombre de cas incite cependant à rester prudent quant à l'ampleur des évolutions. Les indices sont en effet encore trop minces et il est encore trop tôt pour conclure sur l'ouverture d'un nouveau cycle d'alternances dans la région. En ce qui concerne les élections de second ordre, nous avons vu que la fragilisation des forces politiques au pouvoir n'est que relative. Hormis au Venezuela, le vote-sanction contre les forces politiques gouvernementales a été modéré. Et l'érosion électorale ne touche pas seulement les pays gouvernés par des forces politiques issues du virage à gauche. Outre les facteurs économiques et politiques (niveaux de popularité des gouvernants), les performances des partis au pouvoir lors des élections intermédiaires semblent par ailleurs liées à la place des élections dans le calendrier électoral. Les partis au pouvoir ont globalement mieux résisté dans les pays où les élections de premier et de second ordre étaient les plus rapprochées. En somme, les résultats des élections intermédiaires ne permettent pas de confirmer clairement en 2015 la thèse d'un essoufflement de la gauche de gouvernement en Amérique latine. Il serait enfin réducteur, voire dans certains cas insensé, de chercher dans les résultats des élections intermédiaires des signes permettant de prévoir des évolutions politiques dans les pays considérés (même si certaines configurations politiques, comme celle du Venezuela, semblent s'y prêter).